

Nourrir Paris en temps de crise(s) : l'aide alimentaire à l'épreuve de la pandémie

Simon Corne, Antoine Landrieu, Emma Lesouef, Lena Meunier et Léa Weingart

Les confinements décidés lors de l'épidémie du Covid-19 ont détérioré l'accès à l'alimentation des classes populaires. Une enquête menée en région parisienne montre comment les acteurs de l'aide alimentaire se sont adaptés, tout en soulignant les fragilités du système à plus long terme.

L'aide alimentaire recourt à trois principaux modes de distribution : les colis alimentaires, les repas prêts à consommer et les épiceries sociales (Accardo, Brun et Lellouch 2022). Ces dispositifs sociaux et d'urgence sont principalement organisés par des associations, structurées dans les années 1980, à la sortie des Trente Glorieuses, pour répondre à la hausse du chômage et de la pauvreté. Elles reposent sur le travail d'un grand nombre de bénévoles.

En France, la fréquentation de l'aide alimentaire est en forte hausse depuis la fin des années 2000, avec un doublement du nombre de bénéficiaires entre 2008 (2,8 millions) et 2018 (5,5 millions)¹. Ce processus s'est encore accéléré pendant les confinements liés à la pandémie de Covid-19 qui ont exacerbé les difficultés que connaît toute une frange de la population dont l'économie domestique était déjà fragile (Bricas *et al.* 2022 ; Guénée *et al.* 2021). Cette augmentation des besoins a mis à l'épreuve la capacité des structures de l'aide alimentaire dans un contexte de perturbation des approvisionnements, de l'accès à l'espace et à la main-d'œuvre.

De manière générale, l'étude d'un système en période de crise peut permettre de mieux identifier les variables qui garantissent – ou entravent – son bon fonctionnement. En analysant à la fois les causes et les modalités de leurs réorganisations, nous souhaitons interroger la capacité d'adaptation des différents acteurs de l'aide alimentaire et questionner l'influence à long terme de la crise sanitaire sur le système d'aide et l'évolution de la précarité alimentaire.

Nous avons mené une série d'entretiens semi-directifs auprès de dix-neuf associations d'aide alimentaire actives pendant les confinements qui ont jalonné la crise sanitaire, à Paris et en petite couronne². L'agglomération parisienne est un cas d'étude intéressant car la hausse du nombre de bénéficiaires déclarés par les structures d'aide alimentaire pendant la crise sanitaire a été particulièrement élevée³. Les entretiens ont été réalisés entre janvier et mars 2023, soit trois ans après les premières mesures de restrictions sanitaires. Ce recul temporel nous a permis de recueillir des informations et des paroles plus nuancées que lors d'une enquête en temps réel, et de les mettre en perspective au regard du contexte d'inflation actuel.

¹ Source : Inspection générale des affaires sociales, 2019.

² L'enquête a été réalisée dans le cadre du programme du CNRS Du monde d'avant au monde d'après (2021-2024), qui a pour objectif de mettre en lumière les ajustements et réorganisations qui font suite à la pandémie de Covid-19. Le volet alimentation du programme a été réalisé dans le cadre d'un atelier professionnel du master Urbanisme de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, sous la direction de Sabine Barles (Corne, Landrieu, Lesouef, Meunier et Weingart 2023).

³ 35 % des centres ont déclaré une hausse du nombre de bénéficiaires entre 2020 et 2021 en Île-de-France, contre 20 % à l'échelle nationale (Radé et Léon 2022).

2020 : de la crise sanitaire à la crise alimentaire

La multiplication par trois des besoins d'aide alimentaire en Île-de-France (Caillavet *et al.* 2021) dans les premières semaines du premier confinement traduit l'aggravation massive de la précarité alimentaire, qui recouvre une pluralité de situations où l'accès à une alimentation durable est entravé (Paturel et Ndiaye 2020). En cause, la suppression ou la réduction des revenus, mais aussi des motifs non économiques. Des personnes âgées dépendantes ont, par exemple, été privées de services à domicile durant le confinement et ont dû solliciter l'aide alimentaire. Les soignants ont aussi connu, dans certains cas, un accès dégradé à l'alimentation, du fait de la fermeture de restaurants au sein de leur établissement et de l'extension notable de leur temps de travail pour faire face à l'urgence. Les personnes les plus précaires, notamment immigrées ou étudiantes, ont été particulièrement touchées par les mesures de confinement qui ont renforcé des situations d'isolement et des difficultés financières préexistantes. Pour certain·es, ce basculement dans la précarité est durable : un cinquième des étudiant·es recourent à l'aide alimentaire fin 2021, une part en forte hausse depuis la crise sanitaire (Accardo, Brun et Lellouch 2022).

La hausse soudaine de la précarité et de l'insécurité alimentaire a également entraîné une désorganisation des réseaux traditionnels de l'aide alimentaire. En effet, la hausse des situations de précarité associée à la fermeture des lieux de restauration hors domicile pendant le premier confinement a accru le besoin en plats préparés, nécessitant la mise en place de nouveaux moyens de production et l'évolution des lieux et modes de distribution.

Dans le même temps, les risques de contamination par le Covid-19 ont provoqué une forte baisse du nombre de bénévoles actifs au sein de certaines associations, notamment parmi les seniors. Certaines grosses structures de l'aide alimentaire, comme Les Restos du Cœur ou la Chorba, ont dû rapidement adapter et modifier leurs activités en fermant des points de collecte ou de distribution, en créant de nouveaux partenariats afin d'assurer la production des repas, ou en cherchant de nouveaux lieux afin de maintenir certaines distributions préexistantes et en créer de nouvelles.

Un foisonnement d'initiatives solidaires pendant le premier confinement

La hausse brutale de la précarité alimentaire a été largement médiatisée et une forte réaction de solidarité a été observée. Cela s'est traduit par une augmentation massive des dons destinés aux associations et des initiatives citoyennes relayées par les réseaux sociaux (figure 1). De nombreuses cagnottes en ligne ont eu un grand succès. Les associations préexistantes ont pu compter sur de nouveaux bénévoles, souvent plus jeunes et libérés pendant leur journée par un chômage partiel. Cet élan de solidarité s'est aussi traduit par un foisonnement d'initiatives pour répondre à la demande d'aide alimentaire. Des personnes se sont rassemblées en collectifs, comme Solid-19 à Pantin, autour de l'association Têtes grêlées, qui a distribué des paniers alimentaires aux habitant·es, tandis que certaines structures ont redirigé leur activité ou ont été créées par des citoyen·nes pour récupérer des denrées, cuisiner et distribuer des repas, à l'instar du restaurant d'insertion La Panaméenne (Paris, 14^e arrondissement) et du collectif G Besoin 2⁴.

⁴ Le collectif a mis fin à son activité à la fin de l'année 2021.

Figure 1. Appels aux dons et aux bénévoles publiés sur Facebook pendant le premier confinement



Source : Collectif G besoin 2, 2020.

Si les associations d'aide alimentaire sont parvenues à s'adapter rapidement au contexte de crise, c'est notamment grâce à l'action d'acteurs dits intermédiaires. Il s'agit le plus souvent de collectivités locales, d'associations ou de collectifs citoyens qui soutiennent logistiquement, matériellement ou financièrement les structures associatives de l'aide alimentaire. La mise à l'arrêt de certaines activités a par exemple permis de faire évoluer l'usage des bâtiments municipaux (prêt de gymnases, réfectoires, etc.). Les intermédiaires ont aussi facilité la mise en contact des détenteur·rices d'inventaires alimentaires et des associations. Par exemple, la mairie de Paris a coordonné le don de denrées entre les gestionnaires de la restauration scolaire et l'association le Chañon Manquant, chargée de redistribuer les denrées en fonction des besoins des associations.

L'usage de services numériques et le non-recours aux procédures administratives habituelles ont aussi permis d'augmenter la réactivité des acteurs. De nombreux facteurs liés à la taille et à l'ancienneté des structures ont influencé leur capacité de réaction au moment de la crise sanitaire mais, dans le paysage parisien, on observe une certaine agilité et une mobilisation à la fois massive et presque instantanée.

Le devenir des initiatives solidaires après l'engouement initial

Malgré le foisonnement d'initiatives citoyennes et associatives, la majorité des dispositifs d'aide alimentaire créés pendant la crise sanitaire ne sont plus en activité aujourd'hui⁵. Cela peut s'expliquer par la vocation initiale de certains d'entre eux qui cherchaient à répondre à un besoin d'urgence. C'est le cas des dispositifs de livraison de repas en soutien aux soignants, pour lesquels la demande s'est éteinte après le premier confinement. Dans d'autres cas, des associations ou dispositifs construits dans l'urgence n'ont pas pu poursuivre leur action car les dons n'ont pas été renouvelés et les bénévoles sont retournés au travail.

Plusieurs voies de pérennisation ont néanmoins été observées (voir encadré ci-dessous). Le soutien public, sous forme de subventions ou d'accès à un local, a été un levier essentiel. La bonne connaissance des moyens de communication, et notamment des réseaux sociaux, par les

⁵ Nous avons étudié douze initiatives de lutte contre la précarité alimentaire lancées pendant le premier confinement. Seules cinq d'entre elles poursuivent leur activité aujourd'hui.

porteurs des dispositifs a aussi été favorable à leur pérennité. Les dispositifs qui sont parvenus à se structurer répondaient également à des besoins qui se sont maintenus. C'est le cas des distributions alimentaires à destination de publics étudiants. De la même manière, plusieurs structures spécialisées dans la logistique des invendus ont été créées au début du premier confinement pour répondre à l'afflux de denrées lié à la fermeture des lieux de restauration hors domicile. Celles-ci ont structuré leur activité sur le long terme et ont été une source d'inspiration pour le secteur associatif dans un contexte où la lutte contre le gaspillage s'institutionnalise.

Néanmoins, ces dispositifs qui pallient l'incapacité du système alimentaire à garantir un accès en quantité et qualité suffisantes à l'alimentation reposent en grande partie sur des bénévoles, parfois eux-mêmes en situation de précarité, et s'en trouvent donc fragilisés. C'est le cas des associations étudiantes de grande envergure, comme COPI, Linkee ou l'Association générale des étudiants de Paris (AGEP). Pour tout un pan de l'aide alimentaire, cet investissement massif à court terme a mis les bénévoles et salarié·es des associations à rude épreuve. Pour certain·es, la crise sanitaire a été un moment d'entier dévouement, avec des répercussions sur leur parcours scolaire ou professionnel, et leur santé physique ou mentale : burn-outs, arrêt de l'activité bénévole, démission, redoublement scolaire font partie des conséquences de cette intensité. Ces difficultés confirment que les actions bénévoles contre la précarité alimentaire ne peuvent pas être envisagées comme des solutions durables ou se substituer à une prise en charge par les politiques publiques.

Un « monde d'après » en crise : quelles perspectives face à l'insécurité alimentaire ?

Dès le printemps 2020, l'après-crise était anticipée dans la sphère scientifique (Neveu 2020 ; Tarnaud 2022) et médiatique⁶. Quatre ans plus tard, nous ne pouvons pourtant pas parler d'une véritable sortie de crise de la précarité alimentaire. Le nombre de personnes ayant recours à l'aide alimentaire n'a pas retrouvé son niveau d'avant crise mais a plutôt continué de progresser dans le contexte inflationniste actuel. Ainsi, à la mi-2022, plus d'un Français sur six déclare ne pas manger à sa faim (Bléhaut et Gressier 2023). Une partie des acteur·rices de l'aide alimentaire enquêté·es témoigne d'une situation de crise continue. L'enchaînement des perturbations – climatiques, économiques, géopolitiques – depuis la pandémie fragilise le système d'aide alimentaire et révèle ses dysfonctionnements structurels. De plus, la réglementation croissante des pertes et gaspillages rend plus fragile la gestion du secteur par les associations et peut conduire à des formes de concurrence avec des acteurs économiques qui se positionnent sur les mêmes canaux d'approvisionnement (Too Good To Go et Phenix, par exemple). Certains acteurs, comme l'Association nationale de développement des épiceries solidaires (ANDES)⁷, font part de difficultés croissantes pour approvisionner en quantité suffisante les épiceries solidaires et les dispositifs de distribution en Île-de-France. Dans le même temps, le constat d'une baisse des dons et des quantités de denrées collectées est largement partagé par les associations.

⁶ Voir notamment : « Coronavirus : consommer dans le monde d'après », *Le Monde*, mai 2020, https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/05/10/coronavirus-consommer-dans-le-monde-d-apres_6039246_3234.html ; « Coronavirus : un monde "d'après" incertain pour l'alimentation », *Ouest France*, juillet 2020, <https://www.ouest-france.fr/sante/virus/coronavirus/coronavirus-un-monde-d-apres-incertain-pour-l-alimentation-6911658> ; « Alimentation : la crise du Covid-19 va-t-elle changer nos habitudes de consommation ? », *Radio France*, mai 2020, <https://www.radiofrance.fr/franceinter/alimentation-la-crise-du-covid-19-va-t-elle-changer-nos-habitudes-de-consommation-9565547>.

⁷ L'ANDES est un réseau d'épiceries solidaires qui a également développé une offre logistique en Île-de-France pour alimenter les structures de l'aide alimentaire en fruits et légumes, en mobilisant les invendus des professionnels de la filière fruit.

Malgré tout, les structures de l'aide alimentaire sont parvenues à s'organiser rapidement pour répondre aux besoins urgents générés par les mesures de restriction sanitaire. En s'appuyant sur les réseaux de connaissance et d'approvisionnement existants, et en développant de nouvelles collaborations, notamment par l'intermédiaire des pouvoirs publics locaux, certains dispositifs d'urgence se sont maintenus sur le long terme. Ces nouveaux acteurs et réseaux répondent en partie à la hausse de la précarité alimentaire observée depuis la crise sanitaire, et contribuent au renouvellement des formes de l'aide alimentaire. L'analyse des effets de ces dynamiques de restructuration reste à approfondir.

La mise en lumière des fragilités et des limites du système d'aide alimentaire a aussi encouragé l'émergence d'un discours favorisant un changement de paradigme. Celui-ci invite à la prévention de la précarité alimentaire, à la reconnexion de l'amont et de l'aval du système alimentaire, tout en veillant à garantir l'accès pour tous·tes à une alimentation durable. Ces questionnements systémiques donnent lieu à divers courants d'expérimentation autour de la démocratie alimentaire. La Sécurité sociale de l'alimentation⁸ a par exemple été créée afin de pouvoir lutter contre la précarité alimentaire, d'orienter la production agricole et alimentaire selon les besoins des populations afin d'aller vers des pratiques plus respectueuses des écosystèmes et des êtres humains, et de mettre l'accent sur le fonctionnement démocratique en donnant un droit de regard et d'action aux citoyen·nes quant à leur alimentation (Gillot 2023). Du fait de l'inflation alimentaire depuis la crise du Covid-19, de la hausse des prix de l'énergie et de l'immobilier, cette initiative connaît une hausse importante du nombre de demandeurs (*ibid.*). En ce sens, de nombreuses initiatives visant à faire advenir une forme de démocratie alimentaire émergent et se diffusent rapidement sur le territoire français, comme c'est le cas en Gironde, à Toulouse, à Montpellier (*ibid.*) et plus récemment à Paris.

La pérennisation variable des dispositifs d'urgence

Le maintien dans le temps des initiatives d'aide alimentaire lancées lors des confinements varie selon des facteurs internes et externes à la structure porteuse. Trois trajectoires, parmi les structures étudiées, peuvent l'illustrer :

1. Pérennisation de nouvelles activités dans une structure établie

L'association Refugee Food a été créée en 2016 pour promouvoir la cuisine des populations immigrées lors d'un festival et former des cuisiniers. Lors du premier confinement, alors que ses activités habituelles ont été mises à l'arrêt, l'association s'est mobilisée pour répondre à la hausse soudaine de la précarité alimentaire en produisant des repas pour les plus vulnérables. Forte d'un réseau de restaurateurs, de fournisseurs et de bénévoles déjà établi, l'association est parvenue à pérenniser cette nouvelle activité en s'appuyant sur de nouvelles collaborations avec les acteurs associatifs parisiens.

2. Pérennisation d'une nouvelle structure qui répondait à un besoin toujours présent en sortie de crise

L'association COP1 a été créée par des étudiant·es au début du premier confinement pour répondre aux difficultés d'approvisionnement de leurs camarades. Elles se sont appuyé·es sur des lieux ressources étudiants préexistants pour organiser les distributions. Le développement important de l'association, aujourd'hui présente dans dix-huit villes en France, peut être expliqué par trois principaux facteurs : la forte mobilisation des jeunes pendant le confinement qui a permis la structuration rapide du dispositif, la hausse continue de la précarité alimentaire observée depuis le début de la crise, l'intérêt de nombreuses

⁸ La Sécurité sociale de l'alimentation repose sur des cotisations que les citoyens versent à une caisse selon des critères de revenus. En échange, chacun peut dépenser 150 euros par mois pour l'alimentation avec pour seule condition l'achat de produits conventionnés, le conventionnement étant défini par les citoyens (Agrista 2019).

structures publiques et privées pour cet enjeu qui s'est traduit par des aides financières et matérielles.

3. Mise à l'arrêt d'une activité qui n'est pas parvenue à s'adapter au contexte post-Covid

Le collectif Les Ravitailleurs s'est formé au début du premier confinement autour d'un groupe de logisticien·nes, ancien·nes collègues, en chômage partiel pour la plupart. Ces dernier·es ont mobilisé les restaurateurs qu'ielles connaissaient pour cuisiner et fournir des repas aux associations d'aide alimentaire. Le dispositif s'appuyait sur les ressources propres des bénévoles (véhicules personnels, cuisines des restaurateurs) et sur des campagnes de dons ponctuelles. L'activité de la structure a peiné à se poursuivre après la réouverture des restaurants, en raison de l'épuisement des bénévoles, et lorsque la plupart des structures d'aide alimentaire ont retrouvé leurs canaux d'approvisionnement habituels. Le collectif s'est dissous à la fin de l'année 2021.

Source : Corne, Landrieu, Lesouef, Meunier et Weingart 2023.

Bibliographie

- Accardo, A., Brun, A. et Lellouch, T. 2022. *La Crise sanitaire a accentué la précarité des bénéficiaires de l'aide alimentaire*, Insee Première, n° 1907, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6466177#onglet-2>.
- Bléhaut, M. et Gressier, M. 2023. *En forte hausse, la précarité alimentaire s'ajoute à d'autres fragilités*, Crédoc. Consommation et modes de vie, <https://www.credoc.fr/publications/en-forte-hausse-la-precarite-alimentaire-sajoute-a-dautres-fragilites>.
- Bricas, N., Abadie, C., Farrugia-Amoyel, I., Lorieux, A. et Wood, A. 2022. *Premiers résultats d'enquêtes sur les solidarités alimentaires avec les populations précarisées par la crise du Covid-19*, Unesco Chaire Alimentation du monde, https://www.chaireunesco-adm.com/IMG/pdf/premiere_analyse_enquetes_confinement.pdf.
- Caillavet, F., Darmon, N., Dubois, C., Gomy, C., Kabeche, D., Paturel, D. et Perignon, M. 2021. *Vers une sécurité alimentaire durable : enjeux, initiatives et principes directeurs*, Terra Nova, https://tnova.fr/site/assets/files/18199/terra-nova_rapport_vers-une-securite-alimentaire-durable_101121.pdf?7316g.
- Corne, S., Landrieu, A., Lesouef, E., Meunier, L. et Weingart, L. 2023. *La Reconfiguration du système alimentaire parisien pendant la crise du Covid-19*, rapport de l'atelier professionnel du M2 Urbanisme (dir. S. Barles), projet de recherche MAMA (CNRS), Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.
- Guénée, L., Le Méner, E. et Macchi, O. 2021. « Nourrir les “nouveaux” pauvres. Une enquête de terrain dans des services d'aide alimentaire parisiens au temps du premier confinement (printemps 2020) », *Tracés*, n° 41, p. 187-206, <https://doi.org/10.4000/traces.12985>.
- Gillot, L. 2023. « Précarité : Sécurité sociale de l'alimentation, à fond les caisses ! », *Sesame*, n° 14, p. 40-47, <https://shs.cairn.info/revue-sesame-2023-2-page-40?lang=fr>.
- Inspection générale des affaires sociales (IGAS). 2019. « La lutte contre la précarité alimentaire. Évolution du soutien public à une politique sociale, agricole et de santé publique », rapport n° 2019-069R.
- L'association Agricultures et souveraineté alimentaire (Agrista) de la fédération Ingénieur.es Sans Frontières. 2019. « Sur la voie d'une sécurité sociale de l'alimentation ? », *Sesame*, n° 6, p. 58-59, <https://shs.cairn.info/revue-sesame-2019-2-page-58?lang=fr>.

- Neveu, A. 2020. « Sécurité alimentaire : objectif majeur de l'après Covid », *Paysans & société*, n° 383, p. 22-27, <https://shs.cairn.info/revue-paysan-et-societe-2020-5-page-22?lang=fr>.
- Paturol, D. et Ndiaye, P. 2020. « Introduction. Démocratie alimentaire, le trouble-tête de l'alimentation durable », in D. Paturol (dir.), *Le Droit à l'alimentation durable en démocratie*, Nîmes : Champ social, p. 17-46.
- Radé, E. et Léon, O. 2022. Aide alimentaire : une fréquentation accrue des centres de distribution dans les grandes villes les plus exposées à la pauvreté début 2021, DREES, Étude n° 1218, 6 p., <https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/sites/default/files/2022-01/er1218.pdf>.
- Tarnaud, L. 2022. « Le monde d'après. Consommation alimentaire et pratiques digitales : quelles implications pour les marques alimentaires après la crise sanitaire de la Covid-19 ? », *La Revue des Sciences de Gestion*, n° 315-316, p. 93-100, <https://shs.cairn.info/revue-des-sciences-de-gestion-2022-3-page-93?lang=fr#>.

Diplômé du master Urbanisme et Aménagement de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, **Simon Corne** est consultant Énergie-Climat au sein de l'association Auxilia et travaille principalement sur les enjeux de rénovation énergétique, de planification énergétique et de consommation foncière.

Diplômé du master Urbanisme et Aménagement de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, **Antoine Landrieu** suit une formation professionnelle de danseur chorégraphe au Portugal. Tout en développant son identité artistique, il travaille à la construction d'une méthodologie hybride capable d'approcher les systèmes agri-alimentaires par le mouvement et l'engagement du corps.

Diplômée du master Urbanisme et Aménagement de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, **Emma Lesouef** a rejoint la ville de Vitré en tant que chargée d'urbanisme et participe au lancement d'une cantine participative et durable au sein d'un quartier politique de la ville à Rennes.

Diplômée du master Urbanisme et Aménagement de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, **Lena Meunier** prépare une thèse de doctorat en aménagement du territoire au sein de l'UMR Géographie-cités. Son travail interroge la sécurité alimentaire en milieu urbain francilien au travers des perturbations du système agri-alimentaire en temps de crise.

Diplômée du master Urbanisme et Aménagement de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, **Léa Weingart** est chargée d'études à l'Institut Paris Région au sein du département Environnement urbain et rural. Son travail porte principalement sur l'évaluation environnementale de documents de planification liés à l'air, le climat, l'énergie et les matériaux de carrières.

Pour citer cet article :

Simon Corne, Antoine Landrieu, Emma Lesouef, Lena Meunier et Léa Weingart, « Nourrir Paris en temps de crise(s) : l'aide alimentaire à l'épreuve de la pandémie », *Métropolitiques*, 19 septembre 2024. URL : <https://metropolitiques.eu/Nourrir-Paris-en-temps-de-crise-s-l-aide-alimentaire-a-l-epreuve-de-la-pandemie.html>.

DOI : <https://doi.org/10.56698/metropolitiques.2077>.